

# École thématique Data SEE-Life

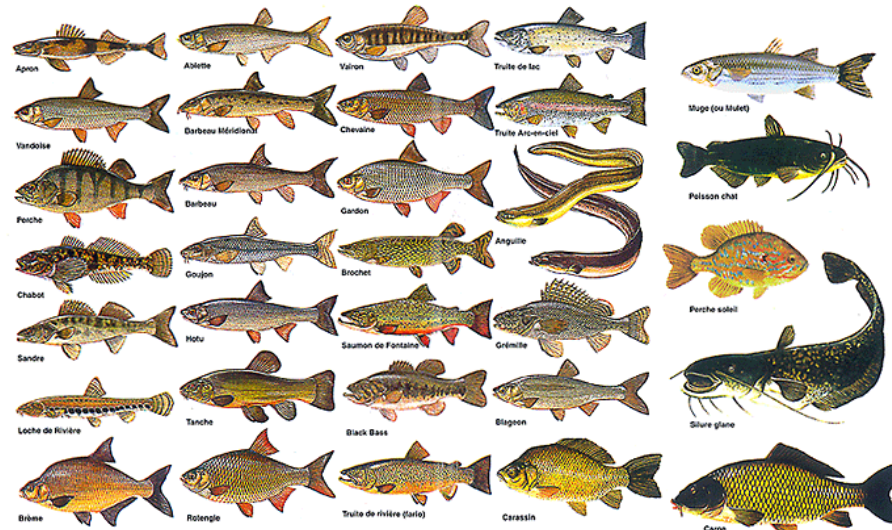
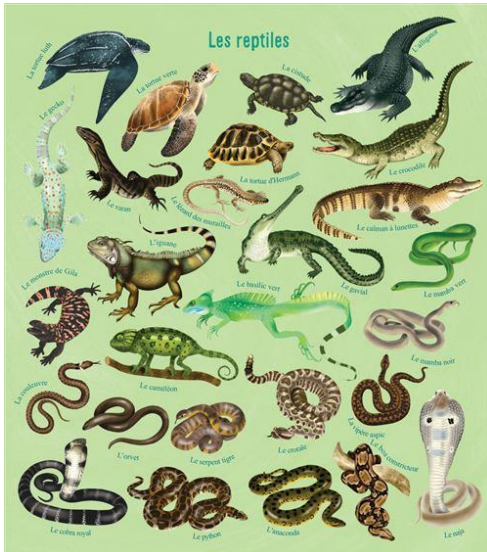
27 au 30 octobre 2025  
Domaine du Lazaret

La réglementation encadrant les études  
sur la faune sauvage en France



Sébastien Paturance  
IR expérimentation animale  
TAAM CNRS Orléans  
Cellule faune sauvage de l'INEE  
Réfèrent faune sauvage INSB et MESR

- Introduction
- 1 - Les dérogations de capture pour les espèces protégées
- 2 - L'élevage d'animaux
- 3 - L'utilisation d'animaux à des fins scientifiques
- 4, 5, 6 .....
- Conclusion





# Introduction



QUI SOMMES NOUS PROGRAMMES THEMATIQUES ACTUALITES RESSOURCES NOUS REJOINDRE



## ACCÉLÉRATION DE LA CRISE D'EXTINCTION DES ESPÈCES

D'après une étude scientifique qui vient de paraître, basée sur les données de la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN, la disparition des espèces s'est accélérée sur la période de 1900 à 2016.

L'étude réalisée par les chercheurs Gerardo Ceballas (Université nationale autonome du Mexique), Paul Ehrlich (Université de Californie), et d'autres, a montré que le nombre d'espèces menacées a augmenté de manière exponentielle au cours de la dernière décennie.

### ARTICLES RÉCENTS

Parution du kit pédagogique "Connaître, comprendre, agir pour la biodiversité !"

Cy : Investir dans les Solutions fondées sur la Nature

Appel à contribution : 4ème Colloque national des aires marines protégées

Une bande-dessinée sur la protection du Rhinocéros noir à découvrir

## European Red List of Amphibians

Compiled by Helen J. Temple and Neil A. Cox



6<sup>ème</sup> crise d'extinction massive :  
L'anthropocène..... « *qui débute lorsque les activités humaines ont eu une incidence globale significative sur l'écosystème terrestre. (fin 18<sup>ème</sup>)* »

Pourtant les espèces animales n'ont jamais bénéficiées d'autant de statuts de protection qu'aujourd'hui !

IUCN

IUCN

### The Status and Distribution of Reptiles and Amphibians of the Mediterranean Basin

Compiled by Neil Cox, Justin Chanson and Simon Stuart



First Published 18  
1998  
Second Edition  
2001  
Third Edition  
2004  
Fourth Edition  
2007  
Fifth Edition  
2010  
Sixth Edition  
2013  
Seventh Edition  
2016  
Eighth Edition  
2019

IUCN Red List of Threatened Species™ – Mediterranean Regional Assessment No. 2

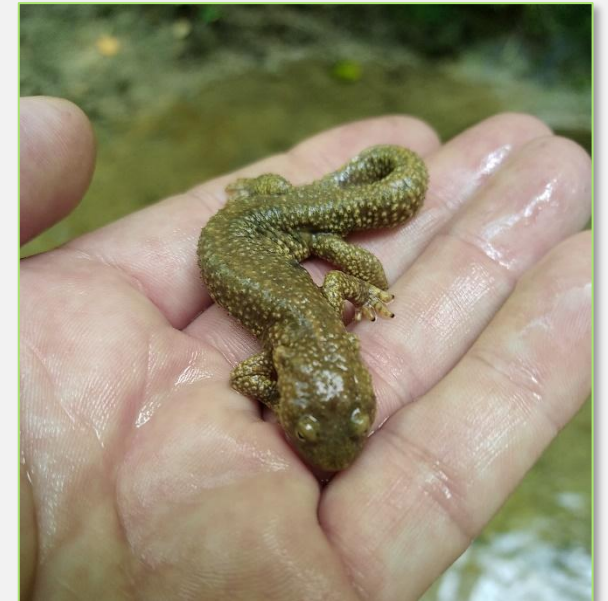
Prepared by the IUCN Centre for Mediterranean Cooperation in partnership with the Spanish Ministry of Environment and the Junta de Andalucía.



# Réglementation sur la protection des espèces

→ Le principe d'espèce protégée est cadré par plusieurs niveaux d'intégration réglementaire :

- **International** : La CITES et ses annexes 1, 2, 3, 4... l'annexe 1 étant la plus restrictive
- **Européen** : le règlement CEE n°338/97 ( dernière version : 2017/160) et ses annexes A, B, C, D l'annexe A étant la plus restrictive + directive Habitat, convention de Bern ... et 2018/320 sur le transport des urodèles en Europe (**certificat sanitaire**).
- **En France**, l'article L411 et suivant du code de l'environnement : Préservation du patrimoine biologique
  - Arrêté du 23 avril 2007 – Mollusques
  - Arrêté du 23 avril 2007 – Insectes
  - Arrêté du 23 avril 2007 – Mammifères terrestres
  - Arrêté du 8 janvier 2021 – fixant la liste des Amphibiens et des Reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection
  - Arrêté du 29 Octobre 2009 – Oiseaux
  - Arrêté du 8 décembre 1988 – Poissons
  - Arrêté du 7 mars 2025 fixant la liste des oiseaux représentés dans le département de la Guadeloupe
  - Arrêté du 7 mars 2025 fixant la liste des oiseaux représentés dans la collectivité de Saint-Martin
  - Arrêté du 7 mars 2025 fixant la liste des oiseaux représentés dans la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon
  - Arrêté du 7 mars 2025 fixant la liste des mammifères représentés dans la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon
- Arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande d'instruction des dérogations ..
  - Demande CERFA en 2 ou 3 exemplaires au préfet du département concerné (via DREAL)
  - Avis du CNPN (national) ou CSRPN (régional) et Décision du préfet.



# Préservation du patrimoine biologique en France

## → Ce que dit le L411-1 :

- I. Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, **sont interdits** :
  1. La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation **d'animaux de ces espèces** ou, qu'ils soient **vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat** ;
  2. La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement **de végétaux de ces espèces**, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ;
  3. La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ;
  4. La destruction, l'altération ou la dégradation des sites d'intérêt géologique, notamment les cavités souterraines naturelles ou artificielles, ainsi que le prélèvement, la destruction ou la dégradation de fossiles, minéraux et concrétions présents sur ces sites ;
  5. La pose de poteaux téléphoniques et de poteaux de filets paravalanches et anti-éboulement creux et non bouchés..





# Réglementation sur la protection des espèces

→ Si vous travaillez hors des territoires Français:

- **International** : La CITES et ses annexes 1, 2, 3, 4... l'annexe 1 étant la plus restrictive
- **Européen** : le règlement CEE n°338/97 ( dernière version : 2017/160) et ses annexes A, B, C, D l'annexe A étant la plus restrictive + directive Habitat, convention de Bern ... et 2018/320 sur le transport des urodèles en Europe (**certificat sanitaire**).
- **Réglementation spécifique au Pays**



# Vos obligations réglementaires

- Un triptyque réglementaire à connaître :

Je dois  
capturer les  
espèces sur  
le terrain ?

*Si espèces protégées*

Demande de dérogation de  
Capture (= espèces protégées, L411)  
et autorisation de transport



Je maintiens  
des animaux  
sauvages  
en captivité ?

*Si élevage*

L'établissement doit avoir une  
ouverture d'établissement d'élevage (AOE)  
Les personnels en charge des animaux doivent  
avoir un Certificat de capacité (CDC)



Je veux faire des  
expériences sur des  
vertébrés ?

*Si procédures*

Utilisation d'animaux à  
des fins scientifiques (= Procédures) :  
- Agrément de l'établissement  
- SBEA au sein de l'EU  
- Compétences des personnels =  
Formation initiale et continue



→ Je veux travailler en utilisant un modèle d'espèces de la faune sauvage

- Je vérifie si c'est une espèce protégée
- Si oui, je fais les démarches auprès de la DREAL pour bénéficier d'une dérogation (avis CSRPN /CNPN)
- **Bien préciser le transport dans la demande sinon CERFA supplémentaire**
- Attention : formation obligatoire lorsque les animaux sont transportés sur une distance > 65 km = Le Transport d'Animaux Vivants (TAV).
- Il faut s'y prendre suffisamment à l'avance car les délais sont de plus en plus longs (3 mois à 12 mois).

# Les Services Instructeurs DREAL



**N° 15 639-01**

**DEMANDE DE DÉLÉGATION**

**POUR** ☐ **LA CAPTURE DE L'ÉLEMENT** <sup>1</sup>

☐ **LA DESTRUCTION** <sup>2</sup>

☐ **LA PERTURBATION INTENTIONNELLE** <sup>3</sup>

**DE SPÉCIMENS D'ESPÈCES ANIMALES PROTÉGÉES**

<sup>1</sup> selon la carte correspondante à l'espèce figure 1 page 1 du formulaire

Don 1 (Article 19 du code de l'environnement)

Année de l'Échantillon 2007 (selon les conditions de demande et d'attribution des délégations)

Affilié au n° d'attribution : 413 2 du code-carte personnel pour des régions de Saône-et-Loire (sauf lorsque prérogative)

**A. GÉNÉRALISATION**

Nom et Prénom : \_\_\_\_\_

ou (si l'attribution est pour les personnes morales) : \_\_\_\_\_

Nom et Prénom du titulaire (le cas échéant) : \_\_\_\_\_

Adresse : N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Nature des activités : \_\_\_\_\_

Qualification : \_\_\_\_\_

**B. QUELS SONT LES VINCULÉS ÉCONOMIQUES PAR L'OPÉRATION**

N°	Nom scientifique	Quantité	Description (1)
01	Non identifié		
02			
03			
04			
05			

(1) Nature des espèces, usage, autres particularités

**C. QUELS SONT LES PRÉJUDICES DE L'OPÉRATION**

Protection de la base ou de la flore	<input type="checkbox"/>	Préjudice des dommages aux cultures	<input type="checkbox"/>
Sauvegarde d'espèces	<input type="checkbox"/>	Préjudice des dommages aux forêts	<input type="checkbox"/>
Conservation des habitats	<input type="checkbox"/>	Préjudice des dommages aux caux	<input type="checkbox"/>
Inventaire de population	<input type="checkbox"/>	Préjudice des dommages à la propriété	<input type="checkbox"/>
Étude démographique	<input type="checkbox"/>	Préjudice de la santé publique	<input type="checkbox"/>
Étude démographique ou biogéographique	<input type="checkbox"/>	Préjudice de la sécurité publique	<input type="checkbox"/>
Étude scientifique autre	<input type="checkbox"/>	Merci d'intérêt public moyen	<input type="checkbox"/>
Prévention des dommages à l'économie	<input type="checkbox"/>	Dégradation en période critique	<input type="checkbox"/>
Prévention des dommages aux personnes	<input type="checkbox"/>	Autres	<input type="checkbox"/>

Préjudice (évaluation générale dans laquelle s'inscrit l'opération, l'opération, les résultats attendus, le préjudice local, étendu ou national)

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**D. QUELLES SONT LES BÉNÉFICES ET LES TECHNIQUES DE L'OPÉRATION**

\_\_\_\_\_

**RECAPITULATIF DES BÉNÉFICES**

Capture de spécimens ☐ Préjudice la destruction des animaux capturés \_\_\_\_\_

Capture de spécimens ☐ sans recueillir un préjudice ☐ sans recueillir d'effets ☐

SPV à effet, préjudice les résultats de conservation des animaux sans recueillir \_\_\_\_\_

+

[illegible]

+




Interreg  
POCTEFA  
ECTOPYR



**Demande de dérogation pour la capture ou l'enlèvement  
de spécimens d'espèces animales protégées**

Présentée par :

**Olivier CALVET<sup>2</sup>, Olivier GUILLAUME<sup>3</sup>, Fabien AUBRET<sup>4</sup>, Audrey TROCHET<sup>4</sup>, Romain BERTHIAUD<sup>4</sup>, Albert MARTINEZ-SILVESTRE<sup>5</sup>, Marc Mousset TOUREL<sup>6</sup>, Alex ALTIMIR<sup>7</sup>, Jean LOBERT<sup>7</sup>, Laurent BARTHE<sup>8</sup>, Gilles POTTIER<sup>8</sup>, Pierre-Olivier COCHARD<sup>9</sup>, Jérémie SOUCHE<sup>9</sup>**

<sup>1</sup>*Registreur Attaché à la section d'Ecologie Théorique et Expérimentale (ETEX) du CNRS à Moulins (Ecos-Moulins),  
Superviseur de recherche à la SEITE.*

<sup>2</sup>*Chargé de recherche à la SEITE.*

<sup>3</sup>*Président à la SEITE.*

<sup>4</sup>*Technicien à la SEITE.*

<sup>5</sup>*Technicien à la SEITE.*

<sup>6</sup>*Chercheur volontaire au Centre de Réhabilitation des Reptiles et Amphibiens de Catalogne à Barcelone (Espanya),  
Chef de projet de REHABITA, Institut d'Enginyeria Protecció d'Espècies.*

<sup>7</sup>*Chargé d'Étude Nature Midi-Pyrénées.*

**Introduction :**

Cette demande est effectuée dans le cadre d'un projet de coopération transfrontalière financé par le INTERREG-POCTEFA. Il vise à étudier les Ectothermes Pyrénaïques comme bio-indicateurs du réchauffement climatique d'ici l'association ECTOPYR. Le chef de file du projet est la Station d'écologie Théorique et Expérimentale du Centre National de la Recherche Scientifique à Moulins. Les partenaires du projet sont l'association naturaliste Nature Midi Pyrénées (NMP), l'organisation non gouvernementale ROMOSA et le Centre de Réhabilitation des Reptiles et Amphibiens de Catalogne (CRAC).

==

# Arrête préfectoral

PREFECTURE DE L'ARIÈGE  
PREFECTURE DE L'AUD  
PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE  
PREFECTURE DES HAUTES-PYRENEES  
PREFECTURE DES PYRENEES-ORIENTALES

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement

DIRECTEUR, H.C.B. 1058

Christian Duboussé

Arrête préfectoral n° D-17-02-int du 20 mai 2018  
portant avis relatif de capture, possession et  
prélèvement sur les reptiles et amphibiens  
privilegiés

La Préfète de l'Ariège,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Le Préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Le Préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

La Préfète des Hautes-Pyrénées,  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,  
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le livre IV du Code de l'environnement, dans sa partie législative et notamment ses articles L.411-1 et L.411-2.

Vu le livre II du Code de l'environnement, dans sa partie réglementaire et notamment ses articles R.411-3 à R.411-14,

Vu le décret n° 97-34 du 16 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 pris pour son application,



**Youpiiii**





# 1 – Dérogations de capture pour les espèces protégées

Les Services  
Instructeurs  
DREAL

- Il y a un rendu annuel des captures effectués qui doit être transmis à la DREAL
- Qui peut être complexe base SINP :

- Simplifié :

Barre de formule																																
QUOI ?																																
quoi - identifiant et traçabilité																quoi - sujet de l'observation																
S	PUBLI	PRE	OPERO	COUR	TAT_SOUR	IDOOR_CODE	IDOOR_ID	ICOL_SOUR	REF_BIBLI	TAT_OIG	NOM_CITE	ID_NOM_CIT	REF_ASRF	-FF	MT	MA	SE	REF_PUB	REF_PUB	COL_FABR	COL_NOM	COL_STAT	COL_BESIG	COL_STAT	COL_DET	PREUV_CIT	PREUV_NUMM	PREUV_NUM	RES_CIT	RES_CIT		
31	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRB	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	20	20	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
32	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE1	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	1	1	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
33	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE2	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	5	5	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
34	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPREH	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	21	21	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
35	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE3	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	3	3	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Grotte	Prospection EC	
36	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRC	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	20	20	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
37	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRD	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	20	20	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
38	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	19	19	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
39	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRG	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	20	20	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
40	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRH	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	20	20	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
41	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE4	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	30	30	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
42	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE5	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	30	30	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
43	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE7	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	22	22	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
44	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE6	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	15	15	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
45	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRJ	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	20	20	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
46	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRB	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	12	12	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
47	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE11	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	5	5	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
48	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE12	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	3	3	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
49	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE14	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	30	30	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
50	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE5	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	21	21	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
51	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRE6	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	25	25	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection EC	
52	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRADNe1	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	1	1000	NSP	Es	19	19	1	1	5	2	2	1	ADN environnemental	1	SPYGEN	0	Riviere	Prospection EC
53	Pu	2		1	ECTOPVPR	Te	ECTOPVPRADNe2	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	1	1000	NSP	Es	19	19	1	1	5	2	2	1	ADN environnemental	1	SPYGEN	0	Riviere	Prospection EC
54	Pu	2		1	ISOLAPOR	Te	ISOLAPORF0	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	22	22	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection ISC	
55	Pu	2		1	ISOLAPOR	Te	ISOLAPORF0G	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	24	24	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection ISC	
56	Pu	2		1	ISOLAPOR	Te	ISOLAPORF0F	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	20	20	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection ISC	
57	Pu	2		1	ISOLAPOR	Te	ISOLAPORF0E	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	22	22	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection ISC	
58	Pu	2		1	ISOLAPOR	Te	ISOLAPORF0E6	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	22	22	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection ISC	
59	Pu	2		1	ISOLAPOR	Te	ISOLAPORF0A	0	0	Pr	Calotriton des Pyrénées	444427	444427	V110	22	22	IND	Co	0	2	1	5	2	2	1	Expertise	1	Calvez-SETE-CN	0	Riviere	Prospection ISC	

# 1bis – Le transport (les textes)

Les Services  
Instructeurs  
Bergerie Nationale

- Arrêté du 24 novembre 1999 modifiant l'arrêté du 5 novembre 1996 relatif à la protection des animaux en cours de transport
- Décret n°99-961 du 24 novembre 1999 modifiant le décret n° 95-1285 du 13 décembre 1995 relatif à la protection des animaux en cours de transport.
- Le règlement (CE) no 1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes
- Arrêté du 5 août 2005 modifiant l'arrêté du 17 juillet 2000 relatif aux justificatifs de la formation requis pour les personnes exerçant une fonction de convoyeur d'animaux vivants
- DIRECTIVE 2010/63/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 22 septembre 2010 relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques
- Arrêté du 12 novembre 2015 relatif aux habilitations ou enregistrements des organismes de formation mettant en œuvre les formations requises pour les personnes exerçant une fonction de convoyeur d'animaux vivants
- Arrêté du 6 juin 2016 portant publication de la liste des organismes de formation habilités à mettre en œuvre l'action de formation professionnelle continue en vue de l'obtention du certificat de compétences relatif au transport par route des animaux vivants
- Décision du 18 juillet 2016 portant publication de la liste des organismes de formation mettant en œuvre les formations relatives au transport d'animaux vivants



# 1bis – Le transport

Les Services  
Instructeurs  
Bergerie Nationale

- Transport : les mouvements d'animaux effectués à l'aide d'un ou de plusieurs moyens de transport et les opérations annexes, y compris le chargement, le déchargement, le transfert et le repos, jusqu'à la fin du déchargement des animaux sur le lieu de destination.
- Les personnes qui transportent par route des animaux vertébrés vivants dans le cadre d'une activité économique, sur plus de 65 km, doivent justifier d'une formation.
- Cette formation peut être justifiée :
  - Soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat figurant sur une liste établie par arrêté du ministre chargé de l'agriculture;
  - Soit par une attestation de formation continue dispensée au sein de l'entreprise ou par un organisme de formation.
- Les animaux doivent être transportés dans des conditions appropriées à leur santé et à leur bien-être.
  - Les voyages de longue durée sont susceptibles d'être plus nuisibles pour le bien-être des animaux que les voyages de courte durée.
  - Le convoyeur est responsable du bien-être des animaux durant toute la durée du transport.
  - S'assurer que les animaux sont aptes à entreprendre le voyage prévu.
  - Seuls les animaux aptes à supporter le voyage prévu peuvent être transportés dans des conditions telles qu'ils ne puissent être blessés ou subir des souffrances inutiles.

# 1 ter – Les Espèces exotiques envahissantes - EEE

→ En travaillant sur la faune sauvage on peut rencontrer et/ou capturer des espèces EEE

Je confirme si c'est une espèce EEE

- Si oui, je fais les démarches auprès de la DREAL pour bénéficier d'une dérogation de destruction ou de relâché si je travaille sur ce sujet EEE.



## Espèces envahissantes

- > Liste des espèces d'amphibiens envahissantes en France métropolitaine : arrêté du 14 février 2018
- > Liste des espèces d'amphibiens envahissantes en Guyane française : arrêté du 28 novembre 2019
- > Liste des espèces d'amphibiens envahissantes en Martinique : arrêté du 07 juillet 2020
- > Liste des espèces d'amphibiens envahissantes en Guadeloupe : arrêté du 07 juillet 2020
- > Liste des espèces d'amphibiens envahissantes à Saint-Martin : arrêté du 30 novembre 2020
- > Liste des espèces d'amphibiens envahissantes à la Réunion : arrêté du 28 juillet 2021



## 2 – La faune sauvage captive

Le certificat de capacité (CDC)

L'ouverture d'établissement (AOE)





## 2 – Qu'est ce qu'une espèce sauvage

*Un cadre réglementaire de l'élevage : pour quelles espèces ?*

Les espèces d'animaux domestiques VS les espèces de faunes sauvages

Définition :

Voir : Arrêté du 11 août 2006 fixant la liste des espèces, races ou variétés d'animaux domestiques



### MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté du 11 août 2006 fixant la liste des espèces, races ou variétés d'animaux domestiques

NOR : DEVN0650509A

#### Amphibiens

Anoures :

La race « Rivan 92 » de la grenouille rieuse (*Rana ridibunda*)

Urodèles :

La variété albinos de l'axolotl (*Ambystoma mexicanum*).



Seulement  
2 espèces  
d'amphibiens  
domestiques

Rivan 92

La carpe Koï (*Cyprinus carpio*).  
Les poissons rouges et japonais (*Carassins auratus*).  
Les races et variétés domestiques du guppy (*Poecilia reticulata*).  
Les races et variétés domestiques du danio (*Brachydanio rerio*).  
Les races et variétés domestiques du combattant (*Betta splendens*).



## 2 – Le certificat de capacité et autorisation d'ouverture

### 1-D'où vient cette obligation ?



#### CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative)

#### Livre IV Faune et flore

#### Titre Ier Protection de la faune et de la flore

#### Chapitre III : Etablissements détenant des animaux d'espèces non domestiques

Certificat de capacité et  
autorisation d'ouverture

#### Article L413-2

Les responsables des établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques, de vente, de location, de transit, ainsi que ceux des établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère, doivent être titulaires d'un certificat de capacité pour l'entretien de ces animaux.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux établissements existants au 14 juillet 1976 dans les délais et selon les modalités fixés par décret en Conseil d'Etat.

#### Article L413-3

Sans préjudice des dispositions en vigueur relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'ouverture des établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques, de vente, de location, de transit, ainsi que l'ouverture des établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère, doivent faire l'objet d'une autorisation délivrée dans les conditions et selon les modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux établissements existants au 14 juillet 1976 dans les délais et selon les modalités fixés par décret en Conseil d'Etat.

## 2 – Le certificat de capacité et autorisation d'ouverture

### CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Réglementaire)

#### Chapitre III : Etablissements détenant des animaux d'espèces non domestiques

##### Article R413-1

- I. - Ne sont pas soumis aux dispositions du présent chapitre :
- 1° Les établissements de pisciculture et d'aquaculture ;
  - 2° Les établissements et instituts mentionnés à l'article L. 413-1 ;
  - 3° Les établissements, expositions, foires ou marchés ne comprenant que des animaux d'espèces domestiques.
- II. - Sont soumis aux dispositions des sections 1, 4 et 5 du présent chapitre les établissements détenant des animaux non domestiques autres que les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée.
- III. - Sont soumis aux dispositions des sections 2, 4 et 5 du présent chapitre les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée.
- IV. - Sont soumis aux dispositions des sections 1 ou 2 relatives aux certificats de capacité, selon les espèces qu'ils détiennent et les activités auxquelles ils se livrent, ainsi qu'aux dispositions des sections 3, 4 et 5 du présent chapitre, les établissements scientifiques, les établissements d'enseignement ainsi que les établissements et instituts spécialisés dans la recherche biologique, dans le contrôle biologique et dans les productions biologiques.
- V. - Les dispositions du présent chapitre s'appliquent sans préjudice de celles de l'article L. 214-3 du code rural.

##### Sous-section 1 : Certificat de capacité

##### Sous-section 2 : Autorisations d'ouverture des établissements





## 2 – L'élevage

Définition de l'élevage : *On entend par « élevage » le fait de détenir au moins un animal*

- Ne s'applique pas aux espèces domestiques
- Art1 - 4 exigences à satisfaire :
  - Garantir le bien-être des animaux hébergés
  - Détenir les compétences requises
  - Prévenir les risques afférents à sa sécurité ainsi qu'à celle des tiers
  - Prévenir de l'introduction des animaux dans le milieu naturel, et celle de pathogène

### **MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE**

**Arrêté du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention  
d'animaux d'espèces non domestiques**

**NOR : TREL1806374A**

Version en vigueur au 5 septembre 2025

## 2 – L'élevage : déclaratif , autorisé, pas de démarche ?

*Détermination de la procédure applicable à la détention :*

Art.12 – pas de déclaration, pas d'autorisation, pas de CDC

a- groupes d'espèces de l'annexe 2 colonne (a)

b- pas de but lucratif, pas de vente

Art. 13 – Déclaration uniquement :

a - groupes d'espèces de l'annexe 2 colonne (b)

b- pas de but lucratif, pas de vente

Art. 14 – Autorisation, si une des conditions suivantes est satisfaite :

a - groupes d'espèces de l'annexe 2 colonne (c) effectifs égaux ou supérieurs...

b – le nombre d'animaux adultes hébergés excède 40 pour les mammifères,

100 pour les oiseaux, 40 pour les reptiles, ou 40 pour les amphibiens

c - le nombre d'animaux adultes hébergés excède 40, pour plusieurs classes zoologiques

d – l'élevage est pratiqué dans un but lucratif

Toute l'Herpétofaune française est concernée par du L411, donc on est systématiquement dans l'article 14 soit le groupe d'espèces de l'annexe 2 colonne (C). = AOE + CDC + Origine légale de l'animal (Wild ou NC) + déclaration I-FAP



## 2 – L'élevage d'animaux

→ Je veux travailler en utilisant un modèle d'espèces de la faune sauvage

- Je dois garder l'animal dans des élevages permanents ou non
- Je vérifie le statut de mon espèce au regard de l'arrêté de 8 octobre 2018
- L'établissement dans lequel les animaux vont être entreposés ou maintenus doit disposer d'une autorisation d'ouverture et d'un personnel titulaire d'un certificat de capacité pour le groupe étudié.

Deux cas possibles :

- 1 - Faune sauvage hébergée définitivement Marquage I - FAP
- 2 - Faune sauvage non hébergée ou hébergée temporairement, pas de marquage I-FAP

Les Services  
Instructeurs  
DDPP

### **Certificat de capacité**

- Compétences individuelles
- Groupes taxonomiques couvrant l'espèce concernée
- Activité cohérente avec ce qu'on va y faire :
  - Élevage (ex : recherche, particulier)
  - Exposition publique (parc zoologique)
  - Vente et transit (Animalerie, grossiste)
  - Soins à la faune sauvage

### **Autorisation d'ouverture d'établissement**

- Propre à l'établissement
- Groupes taxonomiques couvrant l'espèce concernée
- Activité cohérente avec ce qu'on va y faire :
  - Élevage (ex : recherche, particulier)
  - Exposition publique (parc zoologique)
  - Vente et transit (Animalerie, grossiste)
  - Soins à la faune sauvage

### **Déclaration obligatoire :**

#### **I-FAP**

- Statut de l'espèce

## 2 – Certificat de capacité

'Certificat de capacité pour maintenance et élevage d'insectes :

### Détention en captivité et cession d'animaux d'espèce non domestiques

#### Article R413-1 :

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent chapitre :

- 1° Les établissements de pisciculture et d'aquaculture ;
- 2° Les établissements et instituts mentionnés à [l'article L. 413-1](#) ;
- 3° Les établissements, expositions, foires ou marchés ne comprenant que des animaux d'espèces domestiques ;

**4° Les établissements détenant exclusivement des espèces d'invertébrés, sauf lorsque ces établissements procèdent à la présentation au public de leurs spécimens ou détiennent des espèces figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature. = Espèces d'Invertébrés Protégées...**

II.-Sont soumis aux dispositions des sections 1,4 et 5 du présent chapitre les établissements détenant des animaux non domestiques autres que les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée.

III.-Sont soumis aux dispositions des sections 2,4 et 5 du présent chapitre les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée.

IV.-Sont soumis aux dispositions des sections 1 ou 2 relatives aux certificats de capacité, selon les espèces qu'ils détiennent et les activités auxquelles ils se livrent, ainsi qu'aux dispositions des sections 3,4 et 5 du présent chapitre, les établissements scientifiques, les établissements d'enseignement ainsi que les établissements et instituts spécialisés dans la recherche biologique, dans le contrôle biologique et dans les productions biologiques.

V.-Les dispositions du présent chapitre s'appliquent sans préjudice de celles de [l'article L. 214-3](#) du code rural et de la pêche maritime.



## 2 – Certificat de capacité

### INFORMATIONS CONCERNANT LA PERSONNE DU DEMANDEUR :

- Une lettre de demande :
- Une fiche d'information
- Une copie de la carte d'identité ou du passeport.
- Un extrait n° 3 du casier judiciaire (original et récent).
- Un curriculum vitae.
- Une note présentant les modalités d'acquisition des compétences du demandeur et de leur enrichissement.

### PROJET DU DEMANDEUR :

- Une fiche d'information relative à l'état initial de l'établissement présentant dans l'ordre :
- Une note présentant, sous forme de tableaux, les espèces demandées:
- Un plan des installations portant précisément :
- Une description détaillée des installations :
- Les modalités de gestion des déchets, eaux usées et des cadavres.
- Une fiche détaillée relative au régime alimentaire dont bénéficient les animaux.
- Une note permettant d'apprécier la politique menée en matière de santé des animaux
- Une description de la politique générale menée et des conditions de fonctionnement de l'établissement.
- Une copie des pièces de contrôle
- Eventuellement, le programme des travaux qui pourraient être envisagés pour l'amélioration ou le développement de l'établissement.

## 2 – Le marquage individuel

### Section 1

#### Identification des animaux d'espèces non domestiques détenus en captivité

#### Sous-section 1

##### Marquage

**Art. 3. – I.** – Les mammifères, oiseaux, reptiles et amphibiens des espèces ou groupes d'espèces inscrits sur les listes établies en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement ou sur les listes des annexes A à D du règlement n° 338/97 du 9 décembre 1996 susvisé, doivent être munis d'un marquage individuel et permanent, effectué, selon les procédés et les modalités techniques définis en annexe 1, sous la responsabilité du propriétaire, dans le délai d'un mois suivant leur naissance.

Liste d'espèces de  
référence

#### Sous-section 2

##### Enregistrement dans le fichier national d'identification

**Art. 7. – I.** – Les vétérinaires procédant, conformément aux dispositions de l'article 6, au marquage ou à un nouveau marquage d'un animal d'une espèce mentionnée au I de l'article 3 :

- Les mammifères doivent être marqués par transpondeur à radiofréquences / par tatouage
- Les oiseaux nés et élevés en captivité doivent être marqués par bague fermée sans soudure,
- Les oiseaux capturés doivent être marqués par bague ouverte / par transpondeur à radiofréquences
- Les amphibiens et reptiles doivent être marqués par transpondeur à radiofréquences ou par photo
- Les espèces inscrites à l'annexe A du règlement précité, par transpondeur à radiofréquences ;



## 2 – Le marquage individuel / Enregistrement

L'obligation de marquage selon les procédés décrits dans l'annexe 1 ne s'applique pas aux spécimens :

- ceux qu'il est prévu de relâcher dans le milieu naturel

### Sous-section 2

#### Enregistrement dans le fichier national d'identification



- L'inscription de l'animal dans le fichier national d'identification doit se faire sous un délai de huit jours ouvrés, à compter de son marquage, et la mise à jour des données le concernant doit se faire sous un délai de quinze jours ouvrés, à compter de l'évènement la justifiant.
- L'obligation d'inscription dans le fichier national d'identification ne s'applique pas aux spécimens qu'il est prévu de réintroduire dans le milieu naturel.

## 2 – Le registre entrées / sorties

### Section 2

#### Registre d'entrée et de sortie des animaux d'espèces non domestiques détenus en captivité



**Art. 8.** – Dans tous les lieux où sont détenus des animaux d'espèces non domestiques, le détenteur doit tenir un registre des entrées et sorties de ces animaux, à l'exception :

- des établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;
- des établissements de pisciculture et d'aquaculture.

Les animaux appartenant à une espèce ou à un groupe d'espèces qui relève, quel que soit l'effectif détenu, de la colonne (a) de l'annexe 2 n'ont pas à être inscrits dans ce registre.


**CERFA : N°15970\*01**




 <small>Liberté • Égalité • Fraternité</small> RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	<b>REGISTRE D'ENTRÉE ET DE SORTIE DES ANIMAUX D'ESPÈCES NON DOMESTIQUES DÉTENUS EN CAPTIVITÉ</b>	 N° 15970*01
Ministère de la Transition Écologique et Solidaire	Articles R. 412-1-1 et R. 413-42 du code de l'environnement Arrêté du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention des animaux d'espèces non domestiques ( <i>Journal officiel</i> du 13 octobre)	
<p>Selon l'article 9 de l'arrêté du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention des animaux d'espèces non domestiques :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Le registre est renseigné le jour même à chaque événement concernant un spécimen. Toutes les pièces permettant de justifier la régularité des mouvements enregistrés sont annexées au registre.</li><li>– Le registre et les pièces justificatives sont conservés par le détenteur au moins cinq années à compter de la clôture du registre. Ce registre est considéré comme clos lorsque le motif de sortie est renseigné et daté pour tous les animaux qui doivent y être inscrits.</li></ul> <p>Les cadres 1. et 2. du registre, concernant l'identité du détenteur, sont à remplir une fois. Selon le nombre de spécimens détenus, les tableaux des entrées et des sorties doivent être imprimés sur autant de pages que nécessaire.</p>		

## 2 – Le registre entrées / sorties

### Registre Obligatoire : Cerfa des mouvements d'animaux

 **REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
Liberté • Égalité • Fraternité

**REGISTRE D'ENTRÉE ET DE SORTIE  
DES ANIMAUX D'ESPÈCES NON DOMESTIQUES  
DÉTENUS EN CAPTIVITÉ**

 N° 15970\*01

Ministère de la  
Transition  
Écologique et  
Solidaire

Articles R. 412-1-1 et R. 413-42 du code de l'environnement  
Arrêté du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention des animaux d'espèces  
non domestiques (*Journal officiel* du 13 octobre)

Selon l'article 9 de l'arrêté du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention des animaux d'espèces non domestiques :  
– Le registre est renseigné le jour même à chaque événement concernant un spécimen. Toutes les pièces permettant de justifier la  
régularité des mouvements enregistrés sont annexées au registre.  
– Le registre et les pièces justificatives sont conservés par le détenteur au moins cinq années à compter de la clôture du registre. Ce  
registre est considéré comme clos lorsque le motif de sortie est renseigné et daté pour tous les animaux qui doivent y être inscrits.

Les cadres 1. et 2. du registre, concernant l'identité du détenteur, sont à remplir une fois.  
Selon le nombre de spécimens détenus, les tableaux des entrées et des sorties doivent être imprimés sur autant de pages que  
nécessaire.

Date de réception

Cadre réservé à l'administration  
Numéro d'enregistrement

Autres références

**1a. Identification du détenteur (si vous êtes une personne physique)**

Nom et prénom(s)

Adresse

N° voie Extension Type de voie

Nom de voie Lieu-dit ou boîte postale

Code postal Localité

**1b. Identification du détenteur (si vous êtes une personne morale)**

Dénomination ou raison  
sociale

N° SIRET Forme juridique

Adresse du  
Siège social

N° voie Extension Type de voie

Nom de voie Lieu-dit ou boîte postale

Code postal Localité

N° de téléphone  
(facultatif) N° de portable  
(facultatif)

Adresse électronique  
(facultative)

Signature de la  
déclaration

Nom, prénoms

Qualité

**2. Adresse du lieu de détention de l'animal ou des animaux**

N° voie Extension Type de voie

Nom de voie Lieu-dit ou boîte postale

Code postal Localité

3a. Entrées

N° ORDRE	DATE	ESPECE <sup>1/</sup>	NUMERO D'IDENTIFICATION DU SPECIMEN	NATURE DE L'ENTREE <sup>2/</sup>	ORIGINE <sup>3/</sup>	PROVENANCE <sup>3/</sup>	JUSTIFICATIFS <sup>3/</sup>
1	03/02/23	Calotriton asper Calotriton des pyrénées	95XXXXXXXXXX	Capture	Milieu naturel	Aulus	AP n° du Octobre
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							

1. L'espèce doit être mentionnée par son nom scientifique et son nom commun.  
2. A chaque ligne du registre doit correspondre un seul spécimen.  
3. Préciser s'il s'agit d'un don, d'un achat, d'un échange, d'une saisie, etc.  
4. Indiquer la source de l'animal : naissance en captivité, capture dans la nature, cadeau, succession.  
5. Indiquer les références complètes du fournisseur : nom ou raison sociale et adresse complète.  
6. Indiquer les références :  
– des autorisations administratives, le cas échéant, nécessaires au titre des législations relatives à la protection de la nature (autorisation de transport, permis CITES d'importation, certificat intracommunautaire) ;  
– de tout autre document accompagnant l'entrée de l'animal : situation de cession...  
– si l'animal est sa dans l'élevage, indication du numéro d'identification de la mère et du père lorsque cela est possible au regard de la biologie et de la zootechnie de l'espèce.

Papier vérifier lors des contrôles  
Ou électronique (Excel) à rendre  
À la DDPP/2 mois

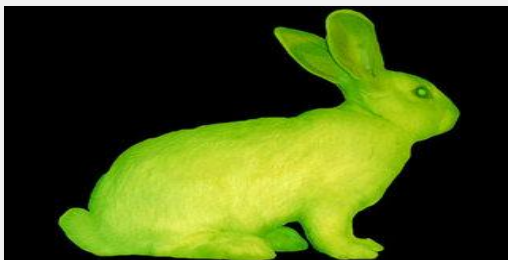
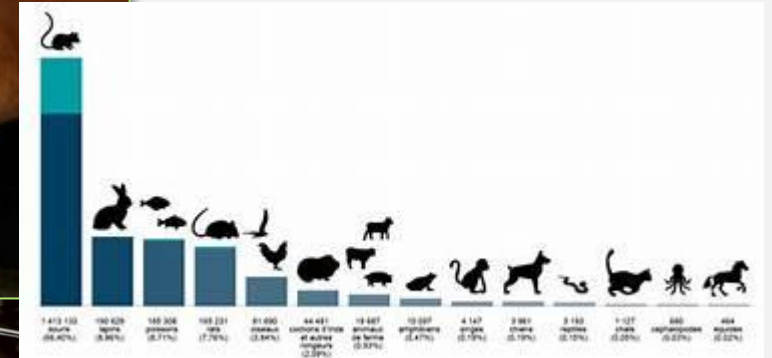
3b. Sorties (les numéros d'ordre doivent correspondre à ceux du tableau des entrées)

N° ORDRE	DATE	ESPECE	NUMERO D'IDENTIFICATION DU SPECIMEN	NATURE DE LA SORTIE <sup>7/</sup>	DESTINATION <sup>8/</sup>	JUSTIFICATIFS <sup>9/</sup>	CAUSE DE LA MORT <sup>10/</sup>
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							

7. Préciser s'il s'agit d'une vente, d'un don, d'un échange, etc.  
8. Indiquer les références complètes de destination : nom ou raison sociale et adresse complète.  
9. Indiquer les références relatives à la sortie :  
– des autorisations administratives, le cas échéant, nécessaires au titre des législations relatives à la protection de la nature (autorisation de transport, permis CITES d'exportation, certificat CITES d'exportation, certificat intracommunautaire) ;  
– de tout autre document accompagnant la sortie de l'animal : situation de cession...  
10. À préciser lorsque la mort correspond à la nature de la sortie.



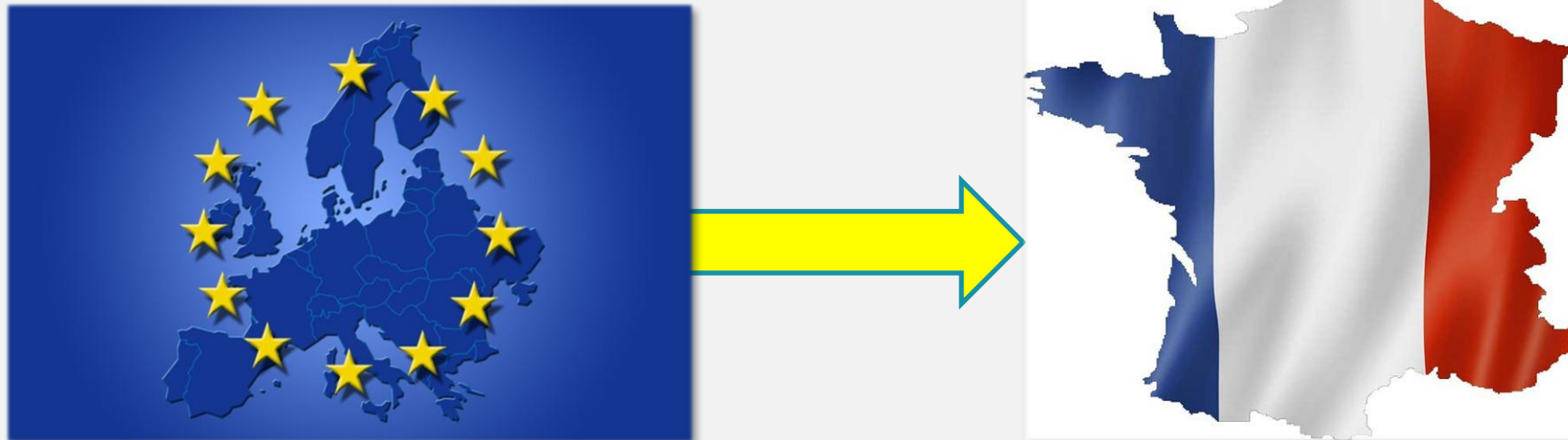
### 3 – Utilisation d'animaux à des fins scientifiques = UAFS



### 3 – Utilisation d'animaux à des fins scientifiques = UAFS

#### → L'Utilisation d'animaux à des fins scientifiques

- Cadrée par une directive européenne :
  - **Directive 2010/63/UE** du parlement Européen et du Conseil du 22 septembre 2010 relative à la **protection des animaux utilisés à des fins scientifiques**.
- Et les arrêtés qui la traduisent en droit français :
  - **Décret n°2013-118** du 1<sup>er</sup> février 2013 relatif à la **protection des animaux utilisés à des fins scientifiques**
  - 5 Arrêtés du 1<sup>er</sup> février 2013 associés





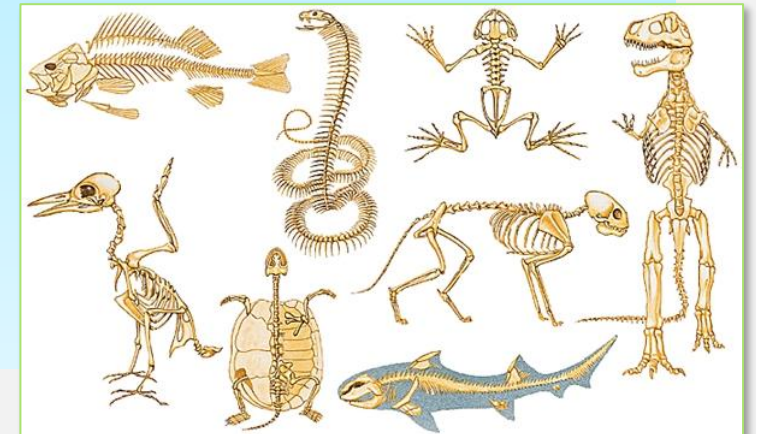
# 3 – Utilisation d'animaux à des fins scientifiques = UAFS

- Le décret N°2013-118 :

- Ces dispositions s'appliquent aux :

- **Animaux vertébrés vivants**, y compris les formes larvaires autonomes et les formes fœtales de mammifères à partir du dernier tiers de leur développement normal ;
- **Formes larvaires autonomes et formes fœtales de mammifères** à un stade de développement antérieur au dernier tiers de leur développement normal, si l'animal doit être laissé en vie au-delà de ce stade de développement et risque, à la suite des procédures expérimentales menées, d'éprouver de la douleur, de la souffrance ou de l'angoisse ou de subir des dommages durables après avoir atteint ce stade de développement ;
- **céphalopodes vivants**.

Le recours à un anesthésique, à un analgésique ou à d'autres méthodes destinées à supprimer la douleur, la souffrance, l'angoisse ou les dommages durables ne place pas l'utilisation d'un animal en dehors du champ d'application de la présente section.





# 3 – Utilisation d'animaux à des fins scientifiques = UAFS

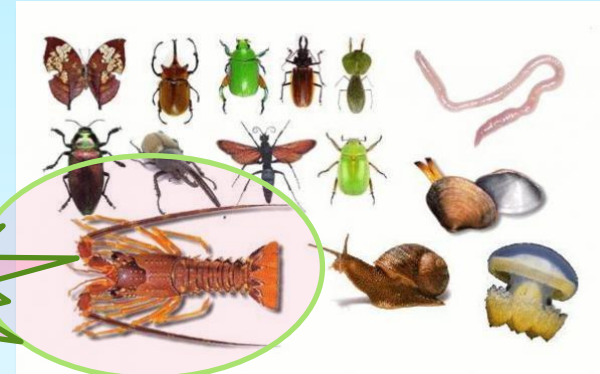
- **Le décret N°2013-118 :**

Art. R. 214-88. – N'entre pas dans le champ d'application de la présente section l'utilisation d'animaux dans les conditions suivantes :

- 1<sup>er</sup> L'utilisation, invasive ou non, à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques, **des animaux invertébrés**, autres que les céphalopodes, **des formes embryonnaires des vertébrés ovipares** et **des formes fœtales de mammifères avant le dernier tiers de leur développement normal** sous réserve des dispositions du cinquième alinéa de l'article R. 214-87 ;
- 2<sup>ème</sup> Les actes pratiqués dans les exploitations agricoles à des fins non expérimentales ;
- 3<sup>ème</sup> Les actes pratiqués à des fins d'élevage reconnues ;
- 4<sup>ème</sup> Les actes pratiqués dans le but premier d'identifier un animal ;
- 5<sup>ème</sup> La pratique de la médecine vétérinaire à des fins non expérimentales ;
- 6<sup>ème</sup> Les essais cliniques vétérinaires nécessaires aux fins d'une autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire ;
- 7<sup>ème</sup> Les pratiques qui sont susceptibles de causer une douleur, une souffrance, une angoisse ou des dommages durables **inférieurs à ceux causés par l'introduction d'une aiguille** effectuée conformément aux bonnes pratiques vétérinaires.

Hors champ de la directive !

Bientôt dans le champ



# 3 – Utilisation d'animaux à des fins scientifiques = UAFS

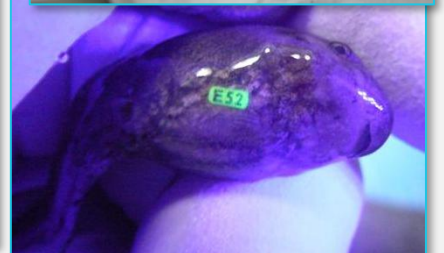
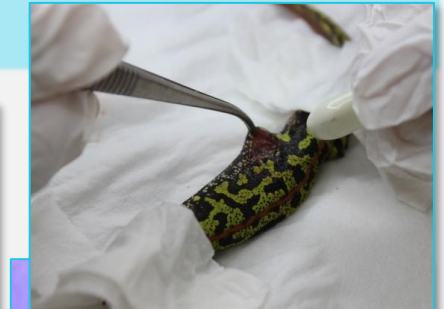
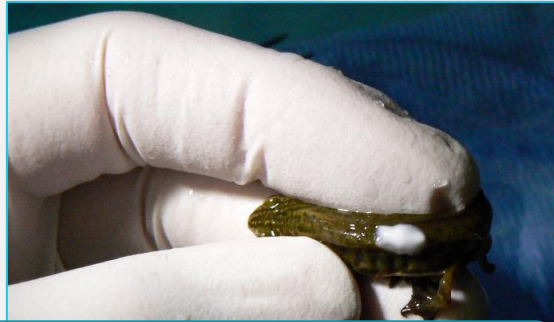
## → Décret N°2013-118 :

Art. R. 214-89. – Au sens de la présente section et des textes pris pour son application, on entend par :

○ 1er “**Procédure expérimentale**” :

- toute utilisation, invasive ou non, d'un animal à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques ou à des fins éducatives ;
- toute intervention destinée ou de nature à aboutir à la naissance ou à l'éclosion d'un animal ou à la création et à la conservation d'une lignée d'animaux génétiquement modifiés ;
- dès lors que cette utilisation ou cette intervention est susceptible de causer à cet animal une douleur, une souffrance, une angoisse ou des dommages durables **équivalents ou supérieurs à ceux causés par l'introduction d'une aiguille** effectuée conformément aux bonnes pratiques vétérinaires

**Notion floue de seuil !**



Dans le champ de la directive !

# 3 – Utilisation d'animaux à des fins scientifiques = UAFS

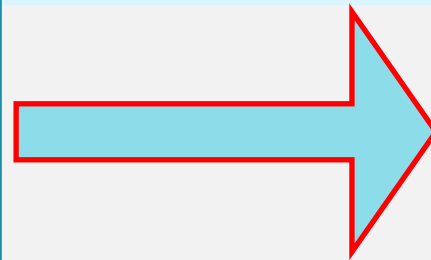
- Le décret n°2013-118 :

- Espèces animales concernées et origine des animaux

- Certaines espèces animales UFS ne peuvent provenir que d'élevage : Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2013 – (Rongeurs, chien, chat, primate, certains amphibiens et un poisson)
- Les animaux d'espèces domestiques errant ou vivant à l'état sauvage ne sont pas utilisés dans les procédures.
- Les animaux d'espèces non domestiques non tenus en captivité ne sont pas utilisés dans des procédures expérimentales. = **Animaux sauvages**
- Attention si espèces protégées, L411 code de l'environnement



Nous n'avons pas le droit d'utiliser d'animaux sauvages dans des Procédures expérimentales



**Dérogation = DAP**



# 3 – Utilisation d'animaux à des fins scientifiques = UAFS

- Le décret n°2013-118 :

- Espèces animales concernées et origine des animaux

- Il est absolument interdit d'utiliser des espèces de l'annexe A du règlement (CE) 338/97 (traduction de la CITES en droit européen) dans des procédures.
- Les primates ne peuvent être utilisés que dans certaines conditions strictes.
- Les genres *Gorilla*, *Pan* et *Pongo* ne sont pas utilisés dans des procédures

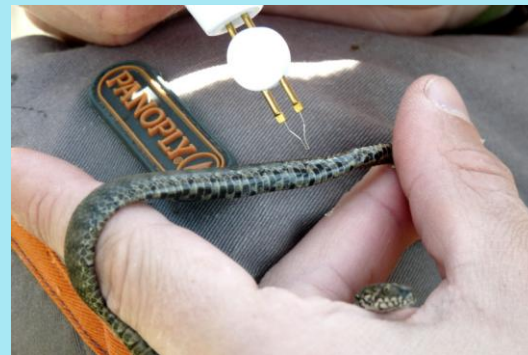


### 3 — NOTE DE SERVICE DGAL/SDSPA/N2013-8095 Date: 06 juin 2013

#### Particularités à la faune sauvage

L'article R.214-88 précise ce qui est exclu du champ d'application :

- 4° : les actes pratiqués dans le but premier d'identifier un animal,
  - 5° : la pratique de la médecine vétérinaire à des fins non expérimentales,
  - 7° : l'observation des animaux sans leur infliger une douleur supérieure à un seuil déterminé.
- 
- Ainsi, toutes les actions menées dans le but de poser des bagues, des boucles, ou des balises externes (avec collier ou harnais), ou de réaliser des prélèvements simples (de phanères ou de sang), ne nécessitant pas de biopsie, seront
  - considérées comme étant en dehors du champ d'application de la réglementation relative à la protection des
  - animaux utilisés à des fins scientifiques.
  - A l'inverse, toute action nécessitant une anesthésie de l'animal et mettant en œuvre un acte chirurgical, y compris la
  - pose de balise interne (exemple intra-abdominale), ou une biopsie (muscle, peau, ...) est considérée comme une
  - procédure scientifique



# 3 – Utilisation d'animaux à des fins scientifiques = UAFS

**L'UAFS** entraîne un triptyque réglementaire à connaître parfaitement :

1-Un Etablissement Utilisateur (EU) avec un Agrément pour des procédures + une SBEA + rattachement à un CEE agréé.

2 - Des personnels formés individuellement et compétents sur l'UAFS, concepteur – Applicateur = opérateur + formation continue

3 - Une autorisation est obtenue par le ministère après avis éthique pour chaque projet = DAP

Les Services Instructeurs DDPP et contrôle des établissements.





# 3 – Utilisation d'animaux à des fins scientifiques = UAFS

Ce cadre nécessite plusieurs instances internes:

- 1- Un responsable du suivi du maintien des compétences
- 2- Une SBEA.
- 3- Un comité d'éthique.

**MEMO-STAT**  
Instructions aux établissements utilisateurs (EU) pour compléter le fichier EXCEL (.xls) des données statistiques annuelle de l'utilisation d'animaux à des fins scientifiques durant l'année 2022.

Valider impérativement votre fichier avant son dépôt sur la plateforme  
1) Via l'onglet 3 (première vérification locale du fichier Excel),  
2) Via le lien du site ALURES accessible directement sans identifiant ni mot de passe  
<https://webgate.ec.europa.eu/envedataportal/web/resources/public/alures/statistics/validate>

## Sommaire

- 1- Généralités sur le contexte réglementaire dans lequel les données statistiques sont collectées
- 2- Description détaillée du fichier Excel qui doit être renseigné et sa validation

## 1-Généralités

L'enquête statistique annuelle est réglementairement obligatoire (article R.214-121 du code rural et de la pêche maritime). Ne pas répondre à cette enquête met en péril les données collectives françaises orientant les politiques nationales et européennes en matière d'expérimentation animale.

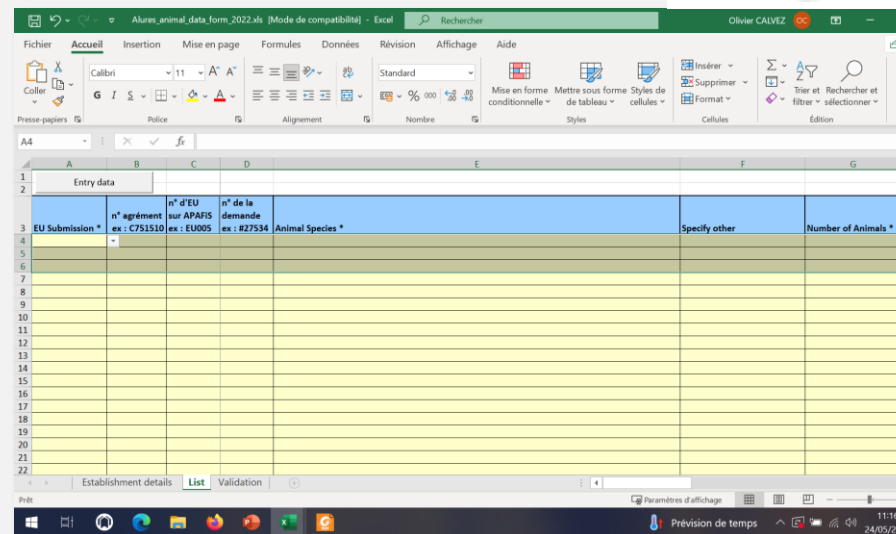
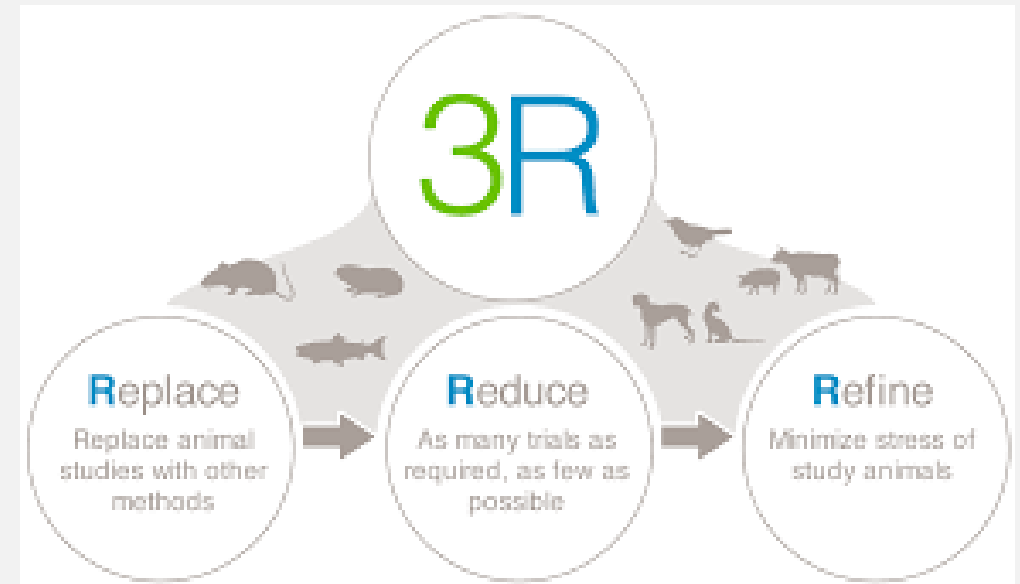
Les statistiques sont faites sur les animaux utilisés au cours de l'année précédente ; ainsi en 2023, ce sont les animaux utilisés en 2022 qui sont à déclarer.

Elles sont à rendre au plus tard au **1er avril 2023**. Leur dépôt dans les délais indiqués est nécessaire pour éviter le blocage des traitements des données de la plateforme APAFIS et de la compilation des statistiques. Les établissements utilisateurs (EU) qui rencontreraient des difficultés pour respecter ces délais sont invités à contacter au plus vite la cellule AFIS.

La qualité des données sur l'utilisation des animaux est primordiale pour l'avenir de l'expérimentation animale. Les statistiques annuelles produites sont de plus en plus examinées par le public, les associations contre l'expérimentation, le Parlement européen, cela se traduisant par une augmentation du nombre de requête sur la qualité des données et sur l'utilisation d'animaux dans des domaines où il existe potentiellement des méthodes alternatives. Il est important que les responsables d'EU en charge du recueil des données relaient ce message auprès des porteurs de projets qui déclarent les animaux utilisés. Les données de 2022 seront mise en ligne par la Commission européenne et intégralement accessibles au public (*Animals used for scientific purposes - Environment - European Commission* [europa.eu](https://ec.europa.eu/eu)).

## Qui doit remplir le fichier STAT2022 ?

Les responsables de la mise en œuvre (MOE) des projets autorisés et menés dans l'EU doivent renseigner le fichier. En cas de question, ils doivent s'adresser au *délégué* de leur EU, personne qui dépose les demandes d'autorisation de projet sur la plateforme APAFIS.



## La notion du bien-être animal comprend...



## 4 — Accès et partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées (APA)

Le protocole Nagoya, traduit en droit français :

Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (2016) :

L'APA FRB-Guide-APA-2017.pdf, p39 :

Voici quelques exemples d'utilisations qui entrent dans le champ de l'APA, en considérant les trois cas de figure possibles :

### ► Utilisations de ressources génétiques sans connaissances traditionnelles associées

Ma recherche nécessite l'accès à des RG, mais ne s'appuie pas sur des CTA, par exemple :

- je collecte des algues en vue de les isoler, les mettre en culture afin d'obtenir de la biomasse, utilisée en tant que telle ou sous forme d'extraits
- je prélève des fourmis pour séquençage et génotypage aux fins d'analyse des molécules peptidiques issues du venin
- je travaille sur la biogéographie des anoues du Languedoc et souhaite comparer la structure génétique des populations le long d'un gradient d'altitude



**Déclaration pour l'accès aux ressources génétiques d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées, et le partage des avantages découlant de leur utilisation**

Ministère chargé de l'environnement

Protocole relatif à la convention sur la diversité biologique adopté à Nagoya le 29 octobre 2010

Articles R. 412-12 à R. 412-16 du code de l'environnement

Une fois complétée, ce formulaire et les documents complémentaires que vous souhaitez et annexer doivent être adressés au Ministère chargé de l'environnement - DGALN/DEB/PRET - Tour Séquana - 1, place Copernic - 92055 La Défense. Vous pouvez aussi faire le choix de remplir en ligne votre dossier, en utilisant le téléservice accessible sur le site Internet : [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)

Code réservé à l'administration

Date de réception

Numéro d'enregistrement

Autres références

**1a. Coordonnées du demandeur (si vous êtes une personne physique)**

Nom, prénom

Adresse

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal

Localité

N° de téléphone

N° de portable

Adresse électronique

**1b. Coordonnées du demandeur (si vous êtes une personne morale)**

Dénomination ou raison sociale

N° SIRET

Forme juridique

Adresse du Siège social

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal

Localité

N° de téléphone

N° de portable

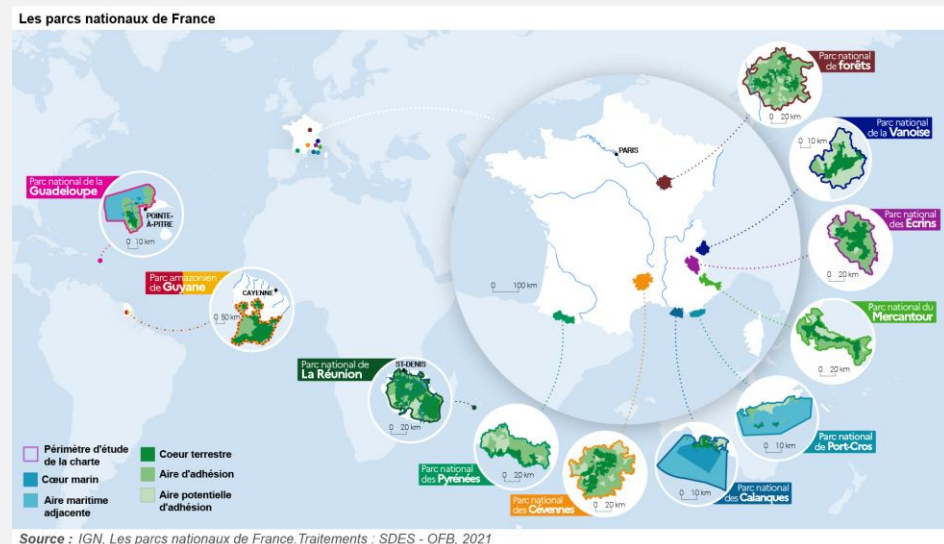
Adresse électronique

Signature de la déclaration

Nom, prénom

Qualité

## 5 – Autorisations d'accès aux sites





## 6 – La loi contre la maltraitance animale

Une nouveauté en 2021... La loi dite Dombreval et ses conséquences pour l'avenir...



### LOIS

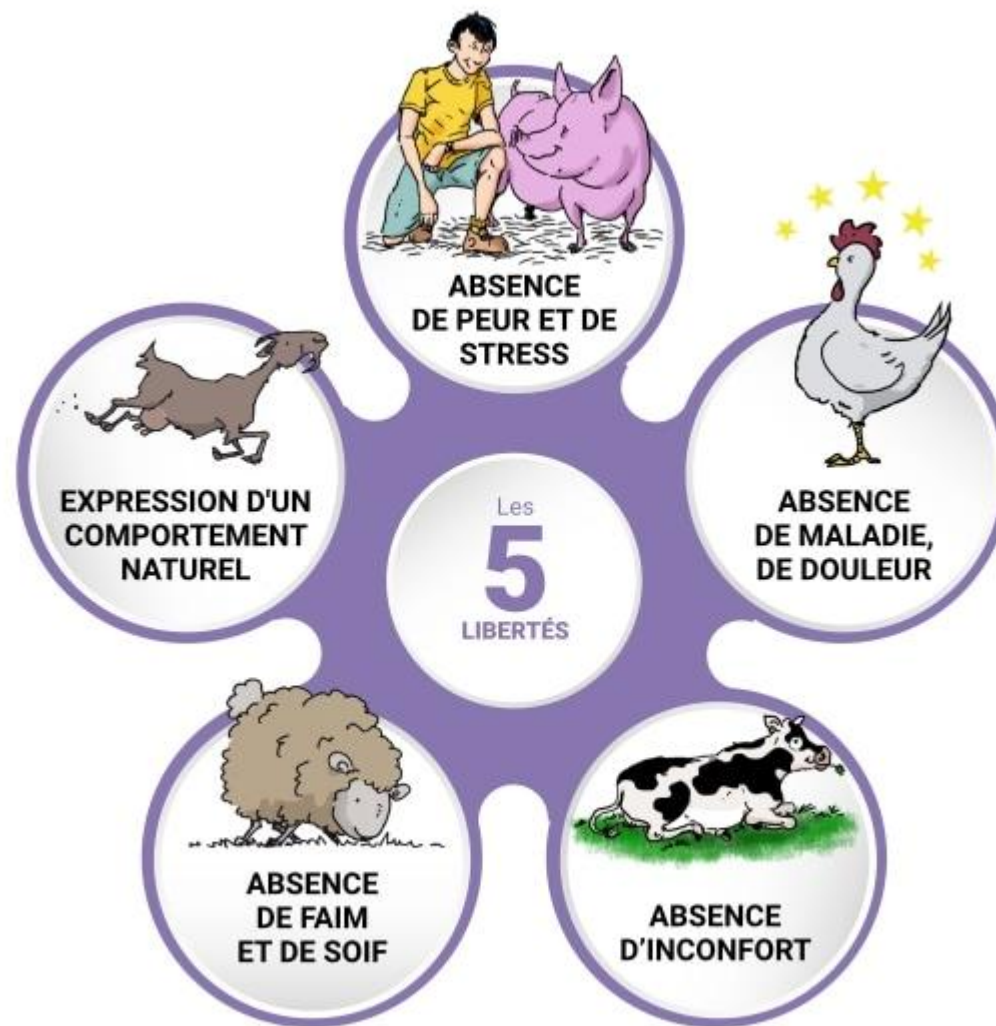
**LOI n° 2021-1539 du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes (1)**

**NOR : AGRX2035381L**

- Art 2 - Un décret définissant les animaux de compagnie...7 jours d'engagement
- Art14- Liste d'animaux dont la détention est autorisée et décret d'application problème d'articulation avec l'arrêté de 2018
- Aucune visibilité sur les conséquences administratives pour nos activités mais de Nouvelles interdictions donc de nouvelles dérogations. Cela est en train de ce décider en ce moment en réponse aux pressions des « animalistes ».



## 6 – Les 5 libertés

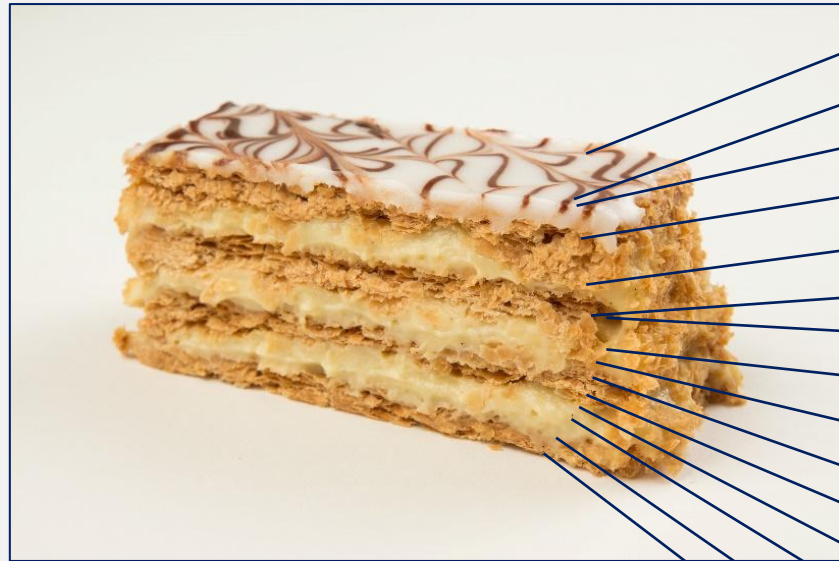


# Conclusion :

## Pour conclure :

Un mille-feuille réglementaire complexe.

Cadre en pleine évolution auquel se rajoute d'année en année d'autres évolutions législatives (nouveaux arrêtés – loi biodiversité sur les ressources génétiques, etc...).



- CITES / protection des espèces
- Autorisations capture : Dreal
- TAV: MASA
- Dérogation EEE
- CDC : DDPP
- AOE : DDPP
- I-fap: MTE
- DAP : MESR
- Agrément locaux DDPP
- SBEA: DDPP
- Comité d'éthique MESR
- APA : MESR
- Formation initiale
- Formation continue
- Autorisation d'accès



# Merci de votre attention !

Pour aller plus loin :

Formation :

<https://formation.mnhn.fr/formations/utilisation-animaux-faune-sauvage-non-hebergée-fins-scientifiques-2635>

D'autres Formations en cours de préparation  
Cellule faune sauvage INEE

## STAL

Revue des Sciences et Techniques  
de l'Animal de Laboratoire

Volume 51 - 1<sup>er</sup> trimestre 2023



- Réseau d'étude sanitaire des animaux modèles et de la faune sauvage aquatiques p.00
- Mise en place de la cellule faune sauvage de l'INEE (Institut Ecologie et Environnement) p.00
- Étude éthologique préliminaire sur le comportement de la seiche commune (*Sepia officinalis*, Linnaeus 1757) en phase juvénile en expérimentation (milieu clos) p.00

## 01 ÉDITORIAL

Éditorial de Sébastien PATURANCE

## 02 DOSSIERS

Découvrez l'ensemble des sujets traités par nos experts à travers leurs recherches

- Réseau d'étude sanitaire des animaux modèles et de la faune sauvage aquatiques
- Mise en place de la cellule faune sauvage de l'INEE (Institut Ecologie et Environnement)
- Étude éthologique préliminaire sur le comportement de la seiche commune (*Sepia officinalis*, Linnaeus 1757) en phase juvénile en expérimentation (milieu clos)
- La faune sauvage et la science : une synthèse réglementaire
- Mise en place d'un observatoire sous-marin, dans l'une des plus récentes et des plus grandes réserves marine du monde « Programme Proteker »

## 03 INFORMATIONS

Retrouvez l'ensemble des informations et de la documentation liées à l'Association

- Fiche d'adhésion
- Instructions aux auteurs



Plaquette de présentation de :

FORMATION À L'UTILISATION D'ANIMAUX  
DE LA FAUNE SAUVAGE NON-HEBERGÉE  
À FINS SCIENTIFIQUES

Formation ExpeFS

Version 2.09 – 19/10/2022

Toute personne utilisant des animaux à fins scientifiques a l'obligation réglementaire de suivre une formation spécifique (au plus tard, dans l'année suivant la prise de fonction). La formation ExpeFS, proposée par le Muséum, en partenariat avec le CNRS et l'OFB, a été conçue pour répondre aux besoins spécifiques de la communauté scientifique travaillant sur des animaux sauvages dans la nature. La diversité des espèces concernées (tous les animaux vertébrés et les céphalopodes de France), leur réaction à la manipulation par l'Humain, et les conditions de travail (sur le terrain) sont tellement différentes des conditions de laboratoire qu'il a été jugé nécessaire de créer une formation spécifique, dédiée à la faune sauvage non-hébergée.

Cette formation est agréée par le Ministère chargé de l'Agriculture sous les n°R-75-MNHN-F1-15 (5 avril 2022, fonction Concepteur) et R-75-MNHN-F2-15 (5 avril 2022, fonction Applicateur), est délivrée par le Muséum National d'Histoire Naturelle (organisme de formation agréé sous le n°1175P009775), et repose sur l'expertise de 36 formateurs provenant de 13 établissements français compétents dans le domaine enseigné.

### OBJECTIFS PEDAGOGIQUES

- Connaître la réglementation et les principes éthiques de Réduction-Raffinement-Remplacement (3R) applicables à l'utilisation d'animaux à fins scientifiques, adaptés à la faune sauvage non-hébergée ;
- Identifier le champ réglementaire d'application propre à ses pratiques ;
- Connaître les méthodes alternatives permettant d'éviter le recours aux animaux vivants ;
- Veiller au bien-être animal de la capture au retour en milieu naturel ;
- Anticiper et réduire le stress et la douleur chez l'animal utilisé ;
- Rédiger une demande d'autorisation de projet utilisant des animaux à fins scientifiques.

Les personnes responsables de la conception ou la réalisation des procédures utilisant des animaux à fins scientifiques, y compris l'euthanasie, doivent suivre une [formation à la fonction de Concepteur de projet \(ex-niveau 1\)](#).

Les personnes responsables de l'application des procédures aux animaux, y compris l'euthanasie, doivent

Merci de votre attention !



# Licence

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>



## Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

**Vous êtes autorisé à :**

- **Partager** — copier, distribuer et communiquer le matériel par tous moyens et sous tous formats
- **Adapter** — remixer, transformer et créer à partir du matériel pour toute utilisation, y compris commerciale.

Selon les conditions suivantes :

**Attribution** — Vous devez créditer l'Œuvre, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été effectuées à l' Œuvre. Vous devez indiquer ces informations par tous les moyens raisonnables, sans toutefois suggérer que l'Offrant vous soutient ou soutient la façon dont vous avez utilisé son Œuvre.

**Pas de restrictions complémentaires** — Vous n'êtes pas autorisé à appliquer des conditions légales ou des [mesures techniques](#) qui restreindraient légalement autrui à utiliser l' Œuvre dans les conditions décrites par la licence.

**Attribution : S. Paturance – Ecole thématique Data SEE-Life - 2025**